

**CARS
RÉGIONAUX**

**TRANSPORT
EN CAR**



Règlement transports interurbains

de la Région
Nouvelle-Aquitaine



Facilitez vos déplacements avec

MODALIS

Toute l'information sur
transports.nouvelle-aquitaine.fr



RÉGION
**Nouvelle-
Aquitaine**

La Région vous transporte

Sommaire

1.	APPLICATION DU PRESENT REGLEMENT	3
1.1.	Champs d'application	3
1.2.	Date d'application	3
1.3.	Infractions au présent règlement.....	3
1.4.	Cas particuliers des usagers scolaires sur le réseau régulier.....	4
1.5.	Cas particuliers des usagers tout public à bord des autocars scolaires	4
1.6.	Affichage.....	4
2.	CONDITIONS DE TRANSPORT	4
2.1.	Accès aux véhicules	4
2.2.	Points d'arrêts	5
2.3.	Places réservées	5
2.4.	Normes applicables aux Usagers en Fauteuil Roulant	5
2.5.	Cas particuliers des usagers scolaires.....	5
2.6.	Dispositions particulières s'appliquant aux services sur réservation ou services de Transport à la demande.	6
2.7.	Transport des animaux.....	6
2.8.	Matières et objets dangereux	6
2.9.	Bagages et objets encombrants	6
2.10.	Interdictions et règles de bonne conduite	7
3.	TARIFICATION, VENTE ET CONTROLE	8
3.1.	Tarification applicable	8
3.2.	Achats de titres de transport	8
3.3.	Limites d'utilisation	8
3.4.	Validation des titres	9
3.5.	Contrôle des titres.....	9
4.	INFRACTIONS ET AMENDES.....	9
4.1.	Principales infractions	9
4.2.	Montant des amendes et frais de dossier.....	11
4.3.	Régularisation et paiement	11
5.	DIVERS	12
5.1.	Objets trouvés	12
5.2.	Réclamations	12
5.3.	Données personnelles	12
	ANNEXE 1. GAMME TARIFAIRE ET CONDITIONS D'UTILISATION	12
	Annexe 1.1. Gamme tarifaire applicable.....	12
	Annexe 1.2. Conditions d'utilisation	14
	ANNEXE 2. LISTE DES LIGNES REGULIERES OUVERTES A L'EMPORT A VELO SUR RACK DU RESEAU REGIONAL DE TRANSPORT ROUTIER DE VOYAGEURS	15

1. APPLICATION DU PRESENT REGLEMENT

1.1. Champs d'application

Les dispositions du présent règlement sont applicables sur l'ensemble des lignes et services constituant le réseau régulier de transport routier de voyageurs organisé par la Région Nouvelle-Aquitaine.

Il définit les conditions d'utilisation, les droits et les obligations des usagers du service de transport précité.

Le présent règlement est pris en application, notamment, des textes et dispositions suivantes :

- » Le Règlement européen n°181-2011 concernant les droits des passagers dans le transport par autobus et autocars et modifiant le règlement CE n°2006-2004,
- » La Loi du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées, et notamment son article 45.
- » La Loi du 22 mars 2016 relative à la prévention et à la lutte contre les incivilités, contre les atteintes à la sécurité publique et contre les actes de terrorisme dans les transports collectifs de voyageurs,
- » Le Décret n° 2016-541 du 3 mai 2016 relatif à la sûreté et aux règles de conduite dans les transports ferroviaires ou guidés et certains autres transports publics
- » Le Décret n° 2017-107 du 30 janv. 2017, relatif à la codification du titre VI du livre II de la première partie ainsi que des chapitres IV et V du titre Ier du livre Ier de la troisième partie du code des transports et comportant diverses dispositions en matière de transport public routier de personnes

Le Décret n° 2019-726 du 9 juillet 2019 relatif aux dispositions des titres IV, V et VI du livre II de la deuxième partie réglementaire du code des transports et comportant diverses dispositions relatives à la sûreté des transports

- » Le Code civil,
- » Le Code des Transports, notamment les articles R.3116-1 et suivants (Chapitre VI : Sûreté et sanctions)
- » Le Code de la santé publique, notamment son article R.3515-2
- » Le Code de procédure pénale,
- » Le Code pénal

Le présent règlement d'utilisation, ainsi que les conditions générales de vente sont disponibles en consultation ou téléchargement sur le site : transports.nouvelle-aquitaine.fr.

1.2. Date d'application

Le présent règlement a été adopté le 30 mars 2020 par l'Assemblée délibérante du Conseil Régional de Nouvelle-Aquitaine.

Il est applicable à compter du 4 avril 2020.

Les nouveaux tarifs applicables au 1^{er} septembre 2024 ont été votés lors de la Commission Permanent du 13 mai 2024 (délibération n°2024.852.CP).

1.3. Infractions au présent règlement

En application des textes visés à l'article 1.1, toute infraction à la réglementation régissant le secteur des transports routiers de personne est punie des sanctions prévues aux textes visés à l'article 1.1.

Le non-respect, par les usagers du présent règlement d'utilisation est constitutif d'infractions susceptibles d'être constatées par voie de procès-verbal et sanctionnées et ce sans préjudice des réparations civiles qui pourraient être ordonnées par voie de justice.

Toute infraction au présent règlement est susceptible d'engager la responsabilité personnelle de son auteur.

En cas d'infraction du présent règlement, la Région Nouvelle-Aquitaine ou ses exploitants se réservent la possibilité d'engager des poursuites à l'encontre des contrevenants devant les juridictions compétentes.

1.4. Cas particuliers des usagers scolaires sur le réseau régulier

Les usagers voyageant avec une carte de transport scolaire sur le réseau régulier sont également tenus de respecter les dispositions du Règlement des Transports Scolaires de la Région Nouvelle-Aquitaine.

Le Règlement des Transports Scolaires est également disponible en consultation et téléchargement sur le site : transports.nouvelle-aquitaine.fr.

1.5. Cas particuliers des usagers tout public à bord des autocars scolaires

Les usagers voyageant avec un titre de la gamme tarifaire présentée en annexe du présent règlement, peuvent accéder aux circuits scolaires selon les conditions précisées dans le Règlement des Transports Scolaires, disponible en consultation et téléchargement sur le site : transports.nouvelle-aquitaine.fr.

Ces usagers sont soumis à la tarification, aux conditions de validation et de contrôle des titres ainsi qu'aux amendes en cas d'infraction précisées dans le présent Règlement du réseau régulier. Ils sont également tenus de respecter les dispositions du Règlement des Transports Scolaires de la Région Nouvelle-Aquitaine.

1.6. Affichage

Les principales dispositions du présent Règlement sont affichées par les soins des différents opérateurs à l'intérieur de tous les véhicules de transport exploités par le réseau de transport routier de voyageur de la Région Nouvelle-Aquitaine.

2. CONDITIONS DE TRANSPORT

2.1. Accès aux véhicules

L'accès aux véhicules est interdit aux enfants âgés de moins de 6 ans révolus, non accompagné d'un adulte.

La montée s'effectue uniquement par la porte avant (sauf aménagements particuliers pour les usagers en fauteuil roulant). La descente s'effectue par la porte arrière.

Les personnes à mobilité réduite, ainsi que leur éventuel accompagnateur, sont prioritaires à la montée. Les renseignements sur les modalités de prise en charge et notamment sur la réservation préalable du trajet peuvent être obtenus sur le site :

<https://transports.nouvelle-aquitaine.fr/fr/lignes-routieres/lignes-interurbaines>

L'accès à bord est conditionné à la possession d'un titre de transport valide. En conséquence lors de la montée à bord, le voyageur doit présenter son titre de transport ou en acheter un directement auprès du conducteur. Lors de l'achat, l'utilisateur est prié de faire l'appoint.

Si le véhicule est équipé d'un dispositif de validation, l'utilisateur doit valider son titre de transport. Le voyageur reste en possession de son titre, durant tout le trajet, correspondance comprise.

Le port de la ceinture de sécurité est obligatoire (cf. articles R412-1 et R412-2 du Code de la route).

Le voyageur doit rester assis à sa place durant tout le trajet et ne quitter sa place qu'au moment de la

descente.

Le service est assuré dans la limite des places disponibles. Le conducteur peut refuser de prendre des voyageurs en cas de surnombre dans le car. Aucun voyageur ne doit voyager debout en dehors des cas prévus par la réglementation en vigueur.

2.2. Points d'arrêts

Tous les arrêts sont facultatifs.

Pour la montée, le voyageur se présente à l'un des points d'arrêt figurant sur la fiche horaire au moins cinq minutes avant l'horaire de passage théorique du car et fait signe au conducteur.

Pour descendre, le voyageur doit demander l'arrêt au conducteur, en appuyant sur le bouton « demande d'arrêt » ou à défaut directement auprès du conducteur.

Tous les arrêts sauf les terminus sont facultatifs. Aucune dépose ni aucune prise en charge ne peut être faite en dehors des arrêts officiels, sauf conditions particulières (travaux, fêtes locales, accident,...).

2.3. Places réservées

Dans chaque véhicule, des places assises signalées sont réservées par priorité décroissante aux :

- » Mutilés de guerre en possession d'une carte officielle portant la mention « station debout pénible »,
- » Non-voyants civils en possession d'une carte justificative ou munis d'une canne blanche,
- » Invalides du travail et infirmes civils en possession d'une carte officielle portant la mention
- » « station debout pénible »,
- » Femmes enceintes
- » Personnes en situation d'invalidité temporaire (utilisant des béquilles).

Lorsque ces places réservées sont inoccupées, elles peuvent être utilisées par d'autres voyageurs qui devront les céder obligatoirement aux voyages prioritaires sur simple demande.

2.4. Normes applicables aux Usagers en Fauteuil Roulant

Le transport des fauteuils de personnes à mobilité réduite à bord des véhicules de lignes régulières répond à une réglementation spécifique. Ainsi le fauteuil doit notamment pouvoir être arrimé dans le véhicule. Pour ce faire, le fauteuil doit respecter la norme ISO 10542 spécifiant les exigences de conception et de performances ainsi que les méthodes d'essai associées pour les dispositifs d'arrimage des fauteuils roulants et de retenue des occupants (WTORS). Il est recommandé aux usagers de consulter, préalablement au voyage, la notice de leur fauteuil afin de vérifier qu'il est conforme aux exigences techniques d'arrimage et idéalement de disposer de la notice sur eux (ou d'une copie) qui précise notamment la localisation précise des points d'arrimage. La charge admissible maximale des palettes élévatrices à bord des véhicules est de 300 kg.

2.5. Cas particuliers des usagers scolaires

Les usagers voyageant avec une carte de transport scolaire sont soumis en plus du présent règlement aux dispositions du Règlement des Transports Scolaires.

Par ailleurs, la carte de transport scolaire donne également accès, sous réserve d'être accompagné par une personne majeure pour les élèves de l'école maternelle, à l'ensemble du réseau de transport non urbain routier régulier de la région durant les temps non scolaires : le mercredi à partir de 14h00, le weekend et pendant les vacances scolaires hors période estivale. Ce droit s'exerce pour l'année scolaire en cours.

Ce droit n'est pas ouvert sur les lignes desservant les stations de sports d'hiver.

2.6. Dispositions particulières s'appliquant aux services sur réservation ou services de Transport à la demande

L'accès à ces services peut être conditionné à une adhésion préalable.

Le service est déclenché par le client par appel téléphonique (ou en ligne) auprès de la Centrale de Réservation de la Région Nouvelle-Aquitaine ou directement auprès des transporteurs.

Tous les renseignements sur ces services peuvent être obtenus sur le site : <https://transports.nouvelle-aquitaine.fr/fr/lignes-routieres/lignes-interurbaines>

2.7. Transport des animaux

Par principe le transport des animaux est interdit sur l'ensemble du réseau. Par exception, les animaux suivants sont tolérés dans les véhicules du réseau :

- les chiens-guides et d'assistance ayant fait l'objet d'un dressage spécial qui accompagnent les personnes en situation de handicap. La carte spécifique ou d'invalidité sera présentée au conducteur à la montée dans le car. Le transport de ces animaux est gratuit.
- les animaux de petite taille, tels que les chiens, chats, oiseaux et autres qui doivent être transportés sur les genoux, dans des paniers convenablement fermés, ou dans des cages suffisamment enveloppées afin de ne pas salir ou incommoder les autres voyageurs. La plus grande dimension de ces paniers ou cages ne doit pas dépasser 0,45 m. Le porteur de l'animal doit tenir le panier ou la cage sur les genoux, et demeure entièrement responsable de son animal. Le transport de ces animaux est gratuit.

Dans tous les cas, ces animaux ne doivent pas salir les lieux, incommoder les voyageurs ou le conducteur ou constituer une gêne à leur égard.

Ni la Région, ni le transporteur, ne peuvent être tenus responsables des conséquences d'un accident causé par un animal. Le propriétaire de celui-ci demeure seul responsable des dégâts occasionnés.

2.8. Matières et objets dangereux

Il est interdit d'embarquer des matières ou produits dangereux (armes de toutes catégories, explosifs, bouteilles de gaz, produits chimiques ou toxiques, objets inflammables, etc.)

2.9. Bagages et objets encombrants

Les conducteurs et les contrôleurs habilités du réseau sont en droit de refuser l'admission de certains objets à bord comme en soute si ceux-ci sont susceptibles de constituer un risque d'accident ou une gêne pour les autres voyageurs.

En soute ou à bord, les bagages sont transportés gratuitement.

Tous les bagages doivent être étiquetés et portés le nom et les coordonnées de leur propriétaire.

2.9.1. Bagages à main et petits bagages

Sont admis à bord :

- les paquets peu volumineux, dont la plus grande dimension est inférieure à 0,5 m, susceptibles d'être placés sous les sièges sans gêne pour les voisins et d'un poids ne dépassant pas 10 kg
- les valises ne dépassant pas 0,50 m x 0,50 m x 0,45 m.

Ils doivent préférentiellement être placés sous le siège ou dans les porte-bagages et ne doivent en aucun cas encombrer le couloir de circulation ou les issues de secours. De même aucun bagage ne doit mobiliser une place assise.

2.9.2. Bagages encombrants

Tous les objets ou bagages considérés comme encombrants, c'est-à-dire dont la plus grande dimension excède 0,5 mètre ou d'un poids supérieur à 10 kg doivent être placés en soute sous réserve de l'accord du conducteur.

2.9.3. Cas particuliers des bagages en soute

Les poussettes, engins de déplacement personnels motorisés (EDPM) de type trottinettes, gyropodes ou autres, vélos (sauf pour les lignes équipées de racks extérieurs traités au paragraphe suivant), planches à voile, planches de surf, snowboard et ski ne sont acceptés en soute que sous les conditions suivantes :

- » Que le véhicule dispose des aménagements adaptés
- » Qu'il y ait des places disponibles
- » Que les batteries électriques aient été préalablement retirées,
- » Que le moteur ait été préalablement éteint et verrouillé,
- » Qu'une réservation préalable ait été effectuée si celle-ci est exigée par le transporteur.

Le propriétaire est responsable des dégâts occasionnés par l'embarquement de ses bagages. De même, ni le transporteur ni la Région ne peuvent être tenus responsables en cas de vol ou de dégradation des effets personnels des usagers.

2.9.4. Emport des vélos sur racks à l'extérieur des autocars

Certaines lignes offrent la possibilité d'embarquer un vélo adulte de taille standard à 2 roues, sur des racks à l'extérieur des autocars (ne sont pas acceptés : les vélos de type cargo, tandems, handbike, remorques à vélo...).

La réservation y est obligatoire, les places sur les racks ainsi que les points d'arrêts autorisant les chargement et déchargement étant limités. L'installation du vélo doit être effectuée par le voyageur, qui aura auparavant pris la précaution de retirer tout équipement (sacoches, porte-bébé, batterie de vélo à assistance électrique, etc).

Pour des raisons de sécurité, le conducteur n'est pas autorisé à quitter son poste de conduite pour aider le voyageur à installer ou à récupérer son vélo. Le voyageur opérera sous sa propre responsabilité en veillant à informer le conducteur des manœuvres de déchargement.

Ce service est gratuit, limité au nombre d'emplacement disponible.

Les modalités et informations sur les lignes équipées sont disponibles sur transports-nouvelle-aquitaine.fr

Voir également annexe 2.

2.10. **Interdictions et règles de bonne conduite**

Sans préjudice à l'article R. 3116-9 reprenant les dispositions relatives aux comportements interdits dans les espaces affectés au transport public de, il est notamment interdit aux voyageurs :

- » De parler au conducteur lorsque le car est en circulation ou de gêner sa conduite par tout moyen,
- » De monter à bord en état d'ivresse ou sous l'emprise d'un produit stupéfiant, dans une tenue ou un état d'hygiène susceptible d'incommoder les autres voyageurs ou le conducteur,
- » D'entrer dans un car ou d'en sortir avant l'arrêt complet de celui-ci ou au mépris des règles habituelles de sécurité,
- » De gêner les voyageurs ou les agents, notamment dans les passages et accès,

- » De troubler l'ordre et la tranquillité dans les cars notamment par l'emploi d'appareils de diffusion sonore (radios, téléphones portables, etc.),
- » De quêter, distribuer ou vendre quoi que ce soit dans un car,
- » De fumer à bord des cars, d'utiliser allumettes ou briquets,
- » De vapoter à bord des cars (art I 3511.1 du code de la santé publique),
- » De consommer de l'alcool ou un produit stupéfiant,
- » De souiller, de détériorer, de tracer des graffitis ou d'apposer des affiches sur le matériel ou les panneaux d'information à destination du public quelle que soit leur localisation (véhicules, poteaux de signalisation des arrêts, abribus),
- » De se servir d'un matériel quelconque réservé au personnel d'exploitation,
- » De toucher les dispositifs des portes et des issues de secours en dehors des cas d'urgence,
- » De se pencher en dehors du car,
- » De revendre des titres de transport.
- » De distribuer des tracts de toute sorte sans autorisation préalable,
- » De pratiquer toute forme de mendicité.

Boire et manger à bord des cars est autorisé sous réserve de ne pas laisser ses déchets à bord et de ne pas souiller les véhicules et ses équipements.

Les voyageurs devront porter une tenue vestimentaire correcte et décente.

Les voyageurs qui braveraient ces interdictions devront quitter les lieux si la demande en est faite par le personnel habilité du transporteur.

Si les voyageurs précités ont payé le prix de leur déplacement, ils ne peuvent prétendre en pareil cas à un quelconque remboursement.

En cas de non-respect des dispositions du présent article, la Région et le transporteur déclinent toute responsabilité pour les accidents ou les dommages qui pourraient en résulter.

3. TARIFICATION, VENTE ET CONTROLE

3.1. Tarification applicable

La tarification applicable, ainsi que les conditions d'utilisation des titres de transport sont définies par la Région Nouvelle-Aquitaine et présentées dans l'annexe 1 du présent document.

3.2. Achats de titres de transport

L'acquisition des titres de transport peut être effectuée, selon la nature du titre, soit en se rendant auprès des revendeurs agréés, des dépositaires ou auprès des conducteurs lors de la montée dans les véhicules. Dans ce dernier cas, les voyageurs sont invités à faire l'appoint.

Des dispositifs de ventes en ligne sont également proposés par la Région Nouvelle-Aquitaine sur transports-nouvelle-aquitaine.fr

3.3. Limites d'utilisation

Il est interdit à tout voyageur :

- » D'utiliser un titre de transport dans des conditions irrégulières,
- » De faire usage d'un titre de transport qui aurait fait l'objet d'une quelconque modification susceptible de favoriser la fraude,
- » De céder un titre de transport préalablement composté ou validé ou une carte d'abonnement nominative.

3.4. Validation des titres

Dès leur montée à bord, les voyageurs doivent :

- » Présenter au conducteur et valider leur titre de transport, y compris en correspondance,
- » Valider ou composer tous les titres vendus à bord lors de leur première utilisation.

3.5. Contrôle des titres

Les contrôleurs habilités par la Région Nouvelle-Aquitaine ou par les exploitants peuvent, à tout moment du trajet (véhicules, points d'arrêts), vérifier les titres de transport sur l'ensemble du réseau (lignes régulières et services scolaires).

A la demande des agents habilités, les usagers doivent présenter leur titre de transport dûment validé.

Tout usager qui ne pourra présenter son titre de transport valide aux contrôleurs sera considéré en infraction.

Les agents assermentés sont habilités à dresser un procès-verbal et à retirer la carte le cas échéant, y compris pour les usagers scolaires.

Tout voyageur utilisant un titre de transport émis à un tarif réduit doit pouvoir justifier de sa qualité et de son identité sur demande du personnel de contrôle habilité.

Pour les titulaires de la Carte Solidaire, les tarifs liés à cette prestation seront accordés sur présentation d'une carte d'ayant-droit.

4. INFRACTIONS ET AMENDES

Les voyageurs ayant enfreint les dispositions du présent règlement seront considérés en situation d'infraction et s'exposent à une amende.

Les infractions sont punies de peine prévues par les différents textes légaux et réglementaires en vigueur, notamment par les articles R.3116-25 à R.3116-34 du Code des transports en vigueur, sans préjudice des réparations civiles qui pourraient être réclamées par l'exploitant ou la Région Nouvelle-Aquitaine.

4.1. Principales infractions

A titre informatif, les principales infractions sont décrites ci-dessous et leurs montants sont calculés en application de l'article R.2241-33 du Code des transports aux termes duquel :

« Le montant de l'indemnité forfaitaire (IF) prévue par l'article 529-4 du code de procédure pénale est fixé à 40 % du montant de l'amende forfaitaire majorée applicable à la classe de contravention correspondante.

L'exploitant peut appliquer un montant inférieur à celui fixé à l'alinéa précédent. Pour l'infraction de voyage sans titre de transport mentionnée à l'article R. 2241-8, ce montant ne peut être inférieur à 25 % du montant de l'amende forfaitaire majorée applicable à la classe de contravention correspondante.

L'exploitant informe par tout moyen à sa disposition les voyageurs, d'une manière précise, intelligible et accessible, du montant des indemnités forfaitaires appliquées par type de manquement sur son réseau.

Les auteurs des infractions prévues à l'article R. 2241-8 commises dans les services de transport non urbains doivent s'acquitter, en outre, de la somme due au titre du transport.

Les montants prévus par le présent article sont arrondis à l'euro immédiatement inférieur ».

Classe	Indemnité forfaitaire (IF) si paiement immédiat à bord de l'autocar	Amende forfaitaire	Frais de dossier	Amende forfaitaire majorée si non-paiement de l'Amende Forfaitaire dans les 45 jours
2^e classe	30 euros	50 euros	20 euros	75 euros
3^e classe	72 euros	92 euros	20 euros	180 euros
4^e classe	150 euros	170 euros	20 euros	375 euros

- L'indemnité forfaitaire (IF) : l'indemnité forfaitaire, réglée directement sur place au transporteur, évite le dressement d'un procès-verbal (P.V.) et donc le recueil de l'identité.
- L'amende forfaitaire (AF) : si l'indemnité forfaitaire n'est pas réglée sur place, un P.V. est dressé et le voyageur est redevable d'une amende forfaitaire. Cette dernière se compose de l'indemnité forfaitaire et de frais de dossier (art. 529-4 du code de procédure pénale) à régler au transporteur.
- L'amende forfaitaire majorée (AFM) : si l'amende forfaitaire n'est pas réglée au bout de 45 jours, le voyageur est condamné par l'officier du ministère public (OMP) à une amende forfaitaire majorée. Son montant est fixé par le code de procédure pénale. Si l'AFM n'est pas régularisée dans un délai de deux mois alors le transporteur transmet les éléments Trésor public qui se chargera du recouvrement. Le transporteur n'est plus dans la procédure et plus aucune procédure amiable n'est possible.

4.1.1. Infractions de 2^eme classe à la Police des Transports

En application des textes cités à l'article 1, constitue notamment une infraction de 2e classe le fait de :

- » Troubler ou entraver la mise en marche et la circulation des véhicules dans l'emprise, à l'entrée ou à la sortie d'un aménagement.

4.1.2. Infractions de 3^eme classe à la Police des Transports

En application des textes cités à l'article 1, constitue notamment une infraction de 3e classe :

- » Titre non-validé
- » Absence de justificatif ou de justificatif valable
- » Régularisation à la vue du contrôleur
- » Défaut de titre ou assimilé
- » Titre déjà utilisé ou périmé
- » Repasse d'un ticket ou d'une carte à un autre voyageur
- » Fumer ou vapoter dans le car

4.1.3. Infractions de 4^eme classe à la Police des Transports

En application des textes cités à l'article 1, constituent notamment une infraction de 4e classe, le fait :

- » De se servir sans motif légitime d'un signal d'alarme ou d'arrêt mis à la disposition des voyageurs pour faire appel aux agents de l'exploitant,
- » De cracher, d'uriner, ou de détériorer ou souiller de quelque manière que ce soit ces espaces ou véhicules ou le matériel qui s'y trouve ;

- » De faire usage, sans autorisation, d'appareils ou instruments sonores ou de troubler la tranquillité d'autrui par des bruits ou des tapages ;
- » D'abandonner ou de déposer sans surveillance des matériaux ou objets ;
- » De se trouver en état d'ivresse manifeste.

4.1.4. Délits

La réalisation de délits, spécifiquement dans les transports publics de personnes, est sanctionnée en application, notamment, des articles L.3116-1 du Code des transports et 226-4-1 du Code de pénal.

A titre d'illustration, sont pénalement sanctionnés :

- » L'entrave au contrôle
- » La falsification d'un titre
- » La dégradation du matériel, vandalisme
- » Les insultes, menaces...
- » L'usurpation d'identité

4.2. **Montant des amendes et frais de dossier**

Ces montants sont revalorisés chaque année au mois de juillet ; ils sont consultables sur les informations à disposition du public dans les cars ainsi que sur le site internet : transports.nouvelle-aquitaine.fr

Le procès-verbal mentionne l'objet et le montant de la transaction, le montant des frais de constitution du dossier et les modalités de versement des sommes dues.

Conformément à l'article R.2241-36 du Code des transports, le montant des frais de dossier est fixé à 20 euros.

4.3. **Régularisation et paiement**

En cas de constatation d'une infraction par un agent assermenté, un procès-verbal d'infraction est rédigé sur présentation d'un justificatif d'identité du contrevenant.

Le refus ou l'incapacité de produire une pièce d'identité officielle permet aux agents assermentés le recours éventuel aux forces de police. L'agent verbalisateur est habilité à recueillir le nom et l'adresse du contrevenant.

Celui-ci pourra s'acquitter du montant de l'amende correspondant à la classe de la contravention, augmentée du prix du titre de transport :

- » Soit au moment de la constatation de l'infraction, entre les mains de l'agent verbalisateur. Dans ce cas, le paiement pourra se faire en espèces ou par chèque (application de l'IF). Cependant, si l'agent verbalisateur pense que le contrevenant est mineur, il pourra refuser ce paiement immédiat. Dans ce cas, le paiement sera différé, selon les conditions indiquées ci-dessous (application de l'AF).
- » Soit dans un délai de deux mois maximum à compter de la constatation de l'infraction, auprès des services de l'exploitant. Le paiement pourra se faire, en espèces, par chèque ou mandat postal, au service infraction de l'exploitant.

En plus du montant de l'amende, des frais de dossier (20€) seront facturés au contrevenant s'il ne s'acquitte pas du montant de son amende à bord du car lors du contrôle.

À défaut de paiement dans un délai de deux mois, le procès-verbal d'infraction est adressé par l'exploitant au ministère public et le contrevenant devient redevable de plein droit d'une amende forfaitaire majorée, recouvrée par le Trésor public en vertu d'un titre rendu exécutoire par le ministère public.

5. DIVERS

5.1. Objets trouvés

L'exploitant peut procéder ou faire procéder à la destruction immédiate des objets abandonnés ou laissés sans surveillance pouvant représenter un éventuel danger pour les voyageurs.

Les objets trouvés sont remis au service des objets trouvés de chaque transporteur et seront conservés 12 mois chez le transporteur. Passé ce délai, les objets non réclamés feront l'objet d'une destruction ou seront remis à des associations caritatives.

Toute personne revendiquant la propriété d'un objet, bagage, etc. devra faire preuve qu'elle en est bien le propriétaire en fournissant tout document ou description permettant d'identifier l'objet, bagage.

5.2. Réclamations

Les réclamations doivent être adressées via un formulaire dans la rubrique « contact » sur le site :

<https://transports.nouvelle-aquitaine.fr/fr/contact>

5.3. Données personnelles

L'exploitant devra informer les voyageurs de la finalité du traitement de leurs données à caractère personnel, du caractère obligatoire ou facultatif de leurs réponses ainsi que des modalités d'exercice de leur droit d'accès et de rectification par un affichage dans les points de délivrance des cartes de transport ainsi que sur les formulaires d'abonnement.

L'exploitant devra également informer les voyageurs des destinataires de leurs données, notamment dans le cadre d'une interopérabilité des systèmes entre différents réseaux de transports.

ANNEXE 1. GAMME TARIFAIRE ET CONDITIONS D'UTILISATION

Annexe 1.1. Gamme tarifaire applicable

OCCASIONNELS	Tarifs à compter du 1 ^{er} septembre 2024
Trajet simple <i>validité de 2h à partir de l'heure de vente correspondance dans un délai de 2h utilisable pendant 6 mois à partir de la date d'achat</i>	2,50€
Trajet Aller-Retour <i>aller-retour effectué dans la journée</i>	4,50€
Carte 10 Voyages <i>utilisable 2 ans à partir de la date d'achat</i>	20,00 € (2,00€ le voyage)

OCCASIONNELS	Tarifs à compter du 1 ^{er} septembre 2024
Carte 10 Voyages JEUNES - de 28 ans <i>sur présentation d'une pièce d'identité utilisable 2 ans à partir de la date d'achat</i>	10,00 € (1,00€ le voyage)
Groupe + de 10 personnes <i>sur réservation</i>	17,50€ pour 10 pers. (puis 1,75€ par pers. supplémentaire)
Ancien combattant <i>sur présentation de la carte</i>	GRATUIT
Enfant de moins de 4 ans	GRATUIT pour un adulte payant
Tarification solidaire <i>Sur présentation de la carte</i>	0,40€

ABONNEMENTS <i>Libre circulation sur l'ensemble des lignes du réseau routier régional</i>		Tarifs à compter du 1 ^{er} septembre 2024
Tout Public	Hebdo	18,00€ La Rochelle - Île de Ré 13,80€
	Mensuel	45€ La Rochelle - Île de Ré 30€
	Annuel	450€ (37,50€/mois) La Rochelle - Île de Ré 140€
Jeunes -28 ans <i>Sur présentation d'une pièce d'identité</i>	Hebdo	9,00€
	Mensuel	22,50€
	Annuel	225€ (18,75€/mois)

SUPPORT DE TITRE	Tarifs
Carte Modalis nominative	Gratuite à la première délivrance Duplicata 10€
Carte occasionnelle anonyme <i>Rechargement illimité</i>	0,20€

Annexe 1.2. Conditions d'utilisation

- » Selon les accords locaux, des titres intermodaux CAR + BUS ou des titres urbains peuvent être admis à bord des Cars du Réseau Régional.
- » La carte de transport scolaire donne accès aux lignes régulières régionales de transport non urbain dans la limite des droits qui lui sont conférés par son titre de transport scolaire en termes de périodes, d'horaires et d'itinéraires.
- » La carte de transport scolaire donne également accès, sous réserve d'être accompagné par une personne majeure pour les élèves de l'école maternelle, à l'ensemble du réseau de transport non urbain routier régulier de la région durant les temps non scolaires : le mercredi à partir de 14 heures, le week-end et pendant les vacances scolaires hors période estivale. Ce droit ne s'applique pas sur les lignes desservant les stations de sports d'hiver.
- » Le titre Groupe n'est accessible que sur réservation préalable auprès de la Centrale de la Région Nouvelle-Aquitaine ou du transporteur.
- » La tarification solidaire, est basée sur un critère de revenus rapportés à la composition du foyer (quotient familial), permet une meilleure équité vis-à-vis des demandeurs au regard de leurs ressources réelles. Le seuil de quotient familial approuvé, est de 870€ mensuels. Une réduction de 80% s'applique sur le réseau de lignes routières sur le billet unitaire. Les bénéficiaires sont munis d'une carte spécifique éditée et délivrée par l'Autorité Organisatrice permettant de justifier de leur éligibilité au titre solidaire. Ce titre sera édité sur présentation de cette carte.
- » La gratuité est accordée aux anciens combattants sur présentation de la carte délivrée par l'office national des anciens combattants et victimes de guerre (ONACVG).
- » La perte, le vol, la détérioration ou tout dysfonctionnement d'une carte de transport doit être signalé par son titulaire dès la survenance des faits. L'établissement d'un duplicata sera facturé 10€.
- » Les abonnements annuels ne sont pas vendus à bord. Ils peuvent être remboursés selon les conditions suivantes : après remise du titre à l'exploitant et justification de sa demande (mutation professionnelle, décès, longue maladie), le titulaire sera remboursé au prorata temporis par mois entier (tout mois commencé étant considéré comme dû). Aucun autre titre ne sera remboursé.

ANNEXE 2. LISTE DES LIGNES REGULIERES OUVERTES A L'EMPORT A VELO SUR RACK DU RESEAU REGIONAL DE TRANSPORT ROUTIER DE VOYAGEURS

Les lignes de cars ouvertes au transport de vélos sont :

- » **Charente** : ligne 130 Aubeterre <> Angoulême
- » **Charente-Maritime** : ligne 150 Gare SNCF, La Rochelle <> Saint Martin de Ré -Porte en Ré
- » **Charente-Maritime** : ligne 151 Gare SNCF, La Rochelle <> Porte en Ré
- » **Charente-Maritime** : ligne 152 La Rochelle <> Loix
- » **Charente-Maritime** : ligne 153 La Rochelle <> Royan
- » **Charente-Maritime** : ligne 154 Surgères <> Saint Denis d'Oléron
- » **Creuse** : ligne 210 La Souterraine <> Guéret, Felletin
- » **Creuse** : ligne 257 Ussel <> Auzances - Montluçon
- » **Creuse** : ligne 258 Ussel <> Aubusson - Montluçon
- » **Creuse** : ligne 259 Felletin <> Clermont-Ferrand
- » **Lot et Garonne** : ligne 440 Villeneuve sur Lot <> Agen
- » **Lot et Garonne** : ligne 443 Marmande <> Barbotan
- » **Lot et Garonne** : ligne 442 Agen <> Mont de Marsan
- » **Landes** : ligne 451 Dax <> Mont de Marsan
- » **Pyrénées-Atlantiques** : ligne 524 Pau <> Gourette
- » **Pyrénées-Atlantiques** : ligne 550 Canfranc <> Bedous
- » **Pyrénées-Atlantiques** : ligne 551 Oloron Ste-Marie <> La Pierre Saint-Martin
- » **Vienne** : ligne 112 Châtelleraut <> Poitiers
- » **Vienne** : ligne 117 Neuville de Poitou <> Chasseneuil du Poitou (Futuroscope)
- » **Vienne** : ligne 125 Poitiers <> Gençay
- » **Vienne** : ligne 126 Couhé <> Poitiers